

Développement participatif



Ali-Tagba, DG ANADEB

L'ANADEB S'ATTAQUE À LA VULNÉRABILITÉ DE 20 QUARTIERS DE LOMÉ

P.2

Action contre la violence

SYPAD CULTIVE LA PAIX PAR LE FOOTBALL

P.5



N° 339 du 16 janvier 2013 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Ministère de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
Imprimerie: Saint-Louis

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Partenariat ADI / Maison de la Presse
UN LOT DE MATÉRIELS OFFERT

P.2



50e anniversaire de l'assassinat de Sylvanus Olympio
UN 13 JANVIER PAS COMME LES AUTRES, FAURE FINI PAR TROUVER LA FORMULE JUSTE POUR RENDRE À CÉSAR CE QUI EST À CÉSAR

P.3

Série d'incendies des marchés au Togo

DES INDICES QUI LAISSENT CROIRE À DES INCENDIES DE TYPES CRIMINELS
UN CHEF DE PARTI POLITIQUE BIENTÔT INTERPELLÉ

P.4

Statut général de la fonction publique
LES CENTRALES SYNDICALES MENACENT,
UN PRÉAVIS DE GRÈVE POUR
LE 22 JANVIER PROCHAIN

P.3

Les vraies raisons du renvoi du texte au gouvernement par l'Assemblée Nationale

Partenariat ADI / Maison de la Presse UN LOT DE MATERIELS OFFERT

L'Association Afro Développement International (ADI) a procédé vendredi dernier, à une livraison de travaux et à une remise de matériels à la Maison de la Presse. Ceci au nom du partenariat qui lie les deux structures. L'objectif de cette remise de matériels est le renforcement de capacité de la Maison de la Presse et des organes de presse.

Lors de cette rencontre, M. Honoré Blao, Directeur de la Maison de la Presse dans sa communication a rappelé que la livraison de ces travaux et de la fourniture de matériels et équipements ont été possibles grâce à la contribution financière de l'association Afro Développement International (ADI), estimée à une valeur de 5.700.000 F CFA. Il s'agit en effet du badigeonnage complet de l'immeuble de la Maison de la Presse, du carrelage de l'espace de formation d'une superficie de 120 m² et de la fourniture de matériels et équipements : quatre (4) ordinateurs de bureau, un ordinateur portable, une (1) imprimante, deux (2) onduleurs, trente (30) chaises, vingt (20) chaises plastiques et un (1) an d'abonnement à Internet ADSL. « C'est encore une occasion de plus pour confirmer la collaboration entre une organisation nationale et le centre de la presse, voué à la promotion et



Remise symbolique du matériel

au développement des médias » a-t-il fait savoir et souhaité que cette expérience puisse se poursuivre avec d'autres partenaires au développement.

Pour M. Germain Wona, président de l'Association ADI, la presse embrasse aujourd'hui pratiquement tous les aspects de la vie, notamment l'homme dans son environnement, l'éducation, la formation, la culture... Et donc elle doit œuvrer à sa professionnalisation, ceci en surmontant les difficultés de l'heure. « Ainsi n'avons-nous pas hésité lorsque certains de vos confrères nous ont saisi avec des doléances concernant votre maison, la maison de la presse. Nous pensons que vous devez travailler dans de très bonnes conditions et dans un

environnement sain pour pouvoir nous informer, nous éduquer, pourquoi pas nous former » a-t-il dit.

Quant à Mme Awizoba Adjowa, rapporteuse de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), représentante personnelle du président de la HAAC à cette cérémonie, c'est une grande joie pour elle que ADI a pu débloquer une aussi grande somme de 5.700.000 F CFA pour soutenir la Maison de la Presse afin de favoriser le renforcement de capacité des journalistes. Elle a aussi appelée ces derniers aux nouveaux défis de leur métier face aux Nouvelles Technologies de l'Information de la Communication (NTIC). Il s'agit notamment du Data Journalism, les blogs... qui sont devenus



Les chaises constituant une partie du matériel

incontournables a-t-elle précisé.

Par ailleurs, pour M. Ben Pédanou, Directeur de cabinet au Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, représentant du ministre, la presse est un secteur particulièrement sensible et important dans le développement d'une nation. Son rôle de soutien au développement socio économique et politique amène chaque citoyen à s'impliquer dans ses affaires a-t-il ajouté. Pour lui, ces matériels permettront dans la mesure du possible l'amélioration et la professionnalisation du journalisme dans notre pays. Enfin pour M. Mawu K. Agbessi, Directeur de communication au Ministère de la Communication,

représentant de son ministre, nul n'ignore l'importance de la presse dans une nation qui aspire au développement. Selon lui, les NTIC sont incontournables pour la professionnalisation du métier du journalisme. Ainsi cette remise de matériels vient-elle démontrer l'accompagnement de l'Association ADI dans la professionnalisation du journalisme au Togo. Il a par la suite lancé un appel à la maison de la presse en particulier et aux journalistes en général de faire un bon usage des matériels pour mettre en confiance les partenaires de la Maison de la Presse. Après quoi, il a rappelé le respect des règles d'éthique et de déontologie qui régissent le métier du journalisme.

Richard Folly (Stagiaire)

Développement participatif

L'ANADEB S'ATTAQUE À LA VULNÉRABILITÉ DE 20 QUARTIERS DE LOMÉ

Lomé, capitale du Togo, est une grande ville dont la plupart des quartiers se trouve encore dans une situation de vulnérabilité à laquelle il faut parer. Eh bien à compter d'aujourd'hui, les habitants de chaque quartier sont appelés, avec le soutien du gouvernement et ses partenaires, à agir pour sortir de cette situation de vulnérabilité. Ainsi pour 20 quartiers, l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) a procédé vendredi au lancement des activités du Programme de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé (PDCL) un programme pour appuyer la planification du développement participatif, inclusif et communautaire. Dans quelques années à venir, des communautés d'un bon nombre de quartiers de Lomé devront s'assurer de la satisfaction de leurs besoins en santé, éducation, alimentation, eau potable, hygiène, infrastructures communautaires et revenus substantiels. C'est toute une vision portée par le Ministère en charge du développement à la base et son organe



La table d'honneur

opérationnel, l'ANADEB, pour répondre à ces besoins des communautés, à l'horizon 2013. Au plus pressant, l'ANADEB compte mettre en œuvre cette vision, en trois ans, dans 75 quartiers des 145 de la ville de Lomé. Dès à présent, cette agence opérationnelle du ministère en charge du développement à la base, s'attaque à la situation de vulnérabilité dans 20 quartiers. Entre autres quartiers sont retenus, Tokoin-Gbadago, Totsivi Gblinkomé, Kagnikopé, Tokoin Domassesse, Casablanca, Togblé Akoin, Bè Arigo, Akodessewa Agbelivé, Apédokoé, Agoè Klevo, Agoènyvé Telessou, Elavagnon Telesou, Avénou Batomé, Wognomé, Sogbossito, Sossoukopé, Zanguéra centre, Nukafu

N'tifafa.

Sur la base des expériences du PDCL, conduites en 5 mois dans 4 quartiers pilotes à savoir Bè Agodogan, Kodomé, Agbalépédogan et Agoè Nyivé Kitidjan, des travaux à haute intensité de main d'œuvre, des projets d'insertion des jeunes filles en fin d'apprentissage, d'aménagement et équipement d'ouvrages sociocommunautaires et d'appui financier aux femmes seront conduits dans les 20 quartiers ciblés pour les sortir de la vulnérabilité. « Le PDCL est un programme qui vise à faire des quartiers de Lomé des environnements sains et vivables pour les populations. C'est un programme qui consiste à amener les populations des quartiers ciblés à définir une vision

de leur développement, à renforcer les capacités des organisations communautaires et les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets » a fait savoir Doki-Zama Ali-Tagba, Directeur Général de l'ANADEB.

Devant les représentants des différents quartiers concernés, Mme Victoire Sidemehou Tomegah Dogbé, Ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, a rassuré de l'ambition du PDCL qui est « de toucher le plus grand nombre de quartiers par une orientation stratégique de lutte contre la pauvreté ». Elle a pour ce faire appelé les uns et les autres à devenir acteurs du PDCL et invité chacun à prendre conscience de sa responsabilité au sein de la communauté, de son rôle en tant qu'agent du changement. Alors jeune, femme, autorité locale, cet appel du ministère s'adresse à vous tous et en réponse, vous devez vous engager dans une démarche communautaire, celle de votre participation citoyenne au développement de votre communauté.

Constant M.

50e anniversaire de l'assassinat de Sylvanus Olympio

UN 13 JANVIER PAS COMME LES AUTRES, FAURE FINI PAR TROUVER LA FORMULE JUSTE POUR RENDRE À CÉSAR CE QUI EST À CÉSAR

C'est à travers messes, et prières musulmanes que la commémoration de la date du 13 janvier a eu lieu sur toute l'étendue du territoire national togolais. En tout cas c'est ce qu'a souhaité cette année le gouvernement togolais dans un communiqué rendu public deux jours avant, ceci, dans le but de replacer cette date dans son contexte idéal. « La commémoration de cet événement doit inspirer aux togolais un esprit de fraternité mutuelle, de tolérance et de compréhension et de l'acceptation de l'autre afin qu'ensemble, nous puissions amorcer la marche vers la construction d'une nation pacifique plus unie et plus prospère », précise le communiqué. A Lomé, c'est sur l'esplanade du palais des congrès que la cérémonie a eu lieu, le dimanche dernier en présence du numéro 1 togolais Faure Gnassingbé, du président de l'Assemblée Nationale El Hadj Abass Bonfoh, du premier ministre Ahoomey Zunu, de tous les membres du gouvernement, des députés, des chefs traditionnels auxquels se sont joints une foule nombreuse d'hommes et de femmes et surtout de la famille Olympio avec au premier rang, le fils et opposant historique, Gilchrist Olympio, président national de l'Union des Force du Changement (UFC).

Le dimanche 13 janvier 2013, il faisait 50 ans donc que, le premier président du Togo, Sylvanus Olympio a été fauché. Si jusqu'ici les circonstances de cet assassinat restent encore floues, il est clair que les conséquences de cet acte sont toujours visibles. Un pays qui peine à retrouver son harmonie, avec des crises politiques à répétition qui affectent énormément le développement, tel est le Togo depuis le 13 janvier 1963. Mais peu à peu, les nouvelles autorités du Togo d'aujourd'hui, convaincues, qu'aucun développement ne peut avoir lieu sans la paix et la réconciliation essaient de calmer les cœurs à travers des actes en faveur de la famille de Sylvanus Olympio, qu'elle soit politique où consanguine. Ainsi, en mai 2009, c'était la signature d'un accord politique basé sur le principe du partage du pouvoir avec le fils de Sylvanus Olympio, principal opposant ; aujourd'hui, c'est cette décision forte, traduite en acte, et qui a consisté à replacer le 13 janvier dans son contexte idéal, la commémoration de la mort du premier président du Togo. Un pari que le Président Faure Gnassingbé est en train de réussir, car pour la première fois, c'est côte à côte que Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio sont restés



Les officiels dont Faure Gnassingbé, Abass Bonfoh et autres lors de la messe

pour prier pour l'illustre disparu et pour le Togo. « C'est un acte fort, qui dénote de la grandeur d'esprit de celui là qui la pris, et cela marque un début d'une véritable réconciliation au Togo », selon un diplomate en poste au Togo. De l'avis d'un observateur que la rédaction a pu contacter, il est vrai que la réconciliation en question n'est pas encore ça et que les togolais attendent encore mieux de Faure Gnassingbé, mais ce qui vient de se passer le dimanche dernier augure des lendemains meilleurs pour le peuple togolais surtout pour ceux qui se sentent dans leur chaire et de par le sang qui coule dans leurs veines, des togolais convaincus.

L'histoire nous enseigne qu'une partie du peuple avaient laissé entendre que le 13 janvier était une fête de la libération nationale. Ainsi, elle était célébrée comme telle. Ce

qui ne faisait pas l'unanimité au sein de l'opinion. C'est ainsi que les années passées ont toujours été difficiles pour les gouvernants qui se sont succédés. Mais à son arrivée à la tête de la magistrature suprême, les choses sont vues autrement et des efforts ont été déployés pour apaiser les cœurs. D'où des actes forts qui ont conduit au rapprochement des citoyens entre eux. Bien que beaucoup reste à faire, le contexte actuel n'est plus celui d'il y a 10 ans.

Vivement que toute la classe politique togolaise prenne exemple de ce qui s'est passé le dimanche dernier pour n'être guidé désormais que par l'intérêt du peuple togolais. Car, même s'il y a un temps pour la guerre, il y aussi un temps pour la paix.

Mais l'autre défi désormais qui reste pour l'Etat togolais, c'est celui de diligenter une enquête pour savoir qui est le vrai

auteur de l'assassinat de Sylvanus Olympio. Depuis un temps toutes les voies qui s'élevaient convergent vers cette question. La solution à cette question, contribuera non seulement à clarifier l'histoire du Togo, mais aussi à lever la haine qui a longtemps émaillée les relations entre les familles Gnassingbé et Olympio. Déjà, l'annonce faite par Faure Gnassingbé en 2009 qui consiste à faire ramener les restes de la dépouille de Sylvanus Olympio en accord bien sûr avec la famille, si elle venait à prendre corps, est un autre acte fort dans le cadre de cette réconciliation. Sylvanus Olympio fut le premier président qui a lutté pour l'accession du Togo à l'indépendance, le 27 avril 1960. Son assassinat intervient le 13 janvier 1963.

T. B.

Statut général de la fonction publique

LES CENTRALES SYNDICALES MENACENT, UN PRÉAVIS DE GRÈVE POUR LE 22 JANVIER PROCHAIN

Les vraies raisons du renvoi du texte au gouvernement par l'Assemblée Nationale

Depuis quelques temps, les centrales syndicales menacent de rentrer en grève. Et pour cause, le refus du vote par l'assemblée nationale du statut général de la fonction publique. Et pourtant le texte selon les centrales, est parvenu sur la table de l'assemblée nationale pour son adoption, depuis la deuxième quinzaine du mois de décembre. Face à la situation, les syndicats menacent de rentrer en grève pour contraindre, les autorités à passer à l'adoption du texte. Pourquoi, le texte qui était parvenu à la commission chargée de son étude a-t-il été rejeté ? Qui en est le responsable ? En effet, c'est depuis la fin du mois de décembre qu'il avait été prévu l'adoption du statut de la fonction publique par les députés. Mais jusqu'ici rien n'est fait et c'est ce qui provoque la colère des fonctionnaires

togolais. Ces derniers à travers leurs centrales syndicales ont décidé d'un préavis de grève pour la semaine prochaine. Mais au sujet des causes réelles qui ont conduit l'assemblée nationale à renvoyer la copie au gouvernement, les commentaires vont bon train et chacun va de soit. Pour certains, ce serait l'assemblée nationale qui aurait refusé de voter le texte, d'autres soutiennent par contre que la faute reviendrait au gouvernement. Ce qui conduit la rédaction de votre journal à une investigation pour en savoir plus. Et selon les sources proches de la commission d'étude dudit texte à l'assemblée nationale, il est vrai que le texte était envoyé pour être adopté. Mais au cours de l'étude du texte il relève que de nombreux points importants qui devraient être à



Siège du Parlement à Lomé

l'avantage des fonctionnaires n'y figurent pas. Adopter un tel texte serait dangereux et suicidaire pour les fonctionnaires togolais. Ces points sont entre autres, l'harmonisation de l'âge à la retraite, la valeur indiciaire et le relèvement de la grille salariale. Ainsi, un comité ad hoc composé des députés et des responsables des sept(7) centrales syndicales à savoir,

UGSL, CNTT, UNSIT, CGCT, USET, CSTT, GSA, ces derniers étant des personnes ressources, a été formé. Une source proche dudit comité indique que le travail a été fait puis renvoyé au gouvernement qui probablement devrait apposer son avis. C'est dire que, contrairement à ce que certains ont puis laisser croire, en indexant la représentation nationale et son premier responsable comme étant responsables de la non adoption du texte, il est clair que le problème est ailleurs. Désormais, les députés attendent la réaction du gouvernement pour passer à l'acte. Le préavis de grève de la semaine prochaine va certainement booster les choses et le gouvernement qui visiblement tient à ce statut ne va pas tarder à réagir.

Bouraïma

Série d'incendies des marchés au Togo

DES INDICES QUI LAISSENT CROIRE A DES INCENDIES DE TYPES CRIMINELS

UN CHEF DE PARTI POLITIQUE BIENTÔT INTERPELLÉ

Jamais un incendie d'une telle ampleur n'a frappé les grands marchés de Kara et de Lomé comme ce fut le cas la semaine dernière. En effet, c'est dans la nuit du 10 au 11 janvier 2013 que le grand marché de Kara a été consumé par un feu dévastateur qui n'a rien laissé sur son passage. 24 heures après, c'est celui de Lomé communément appelé Adawolato qui prend feu. Au début, s'agissant du cas de Kara, des rumeurs ont fait état de ce que ce soit un fou qui aurait jeté une braise dans le marché. Mais ce qui est arrivé à Lomé un jour plus tard, et avec la tentative de mise à feu des installations du CIB INTA de Germain Méba, où des bidons d'essence ont été appréhendés et un malfaiteur aperçu en fuite, la mise à feu d'un dépôt de magasin à Akodesséwa, l'incendie du marché de Gboto, vu que l'on a échappé lundi dernier à une tentative de mise à feu du marché d'Edjranawoé, il est plus probable que ce soient des actes criminels.

De nombreux observateurs pensent que l'enquête ouverte devrait scruter des pistes comme les manifestations programmées du Collectif Sauvons le Togo (CST), ce regroupement de partis politiques et de la société civile qui défi depuis un temps le gouvernement.

En effet, le CST avait annoncé ses manifestations pour les 10, 11, 12 janvier derniers, en vue d'obliger le gouvernement à stopper le processus électoral en cours. L'on se rappelle également qu'à maintes reprises les



Une délégation des femmes du Grand Marché de Lomé reçues par le Chef de l'Etat

responsables du CST ont refusé de s'asseoir autour d'une table pour discuter, refusant ainsi les appels au dialogue lancés par le gouvernement et posant des préalables qui sont en autre le départ du chef de l'Etat. Par ailleurs, des déclarations récentes de certains responsables de ce collectif depuis l'annonce des manifestations conduisent de nombreux observateurs à lorgner le CST sans pour autant l'accuser. Il a été dit que tous les moyens seront mis en œuvre pour mettre en difficulté le pouvoir de Faure Gnassingbé. Ces incendies criminels en série perpétrés dans le pays ont-ils quelque à voir avec les moyens dont parle le collectif? De nombreux observateurs s'interrogent. « Les derniers tours de Jéricho », c'est le nom donné aux manifestations du CST qui étaient prévus pour les 10, 11 et 12 janvier 2013. Et c'est durant cette même que sont survenus ces actes criminels qui consistent à mettre le feu aux installations économiques. Peut-on parler d'une simple coïncidence? Les conclusions de l'enquête donneront plus de détails. En attendant les les togolais

doivent être aux augets pour mettre hors d'état de nuire ces criminels de premier plan. Lorsque dans un pays, des gens brillent par leur intolérance, et font de la violence leur mode de revendication de tout problème, il ne peut pousser en eux des germes du gangstérisme et constituer un danger permanent pour les citoyens honnêtes. L'on ose croire que l'interpellation de Gérard Adja de OBUTS, de la dame Nkafu de l'ANC, et bien d'autres personnes contribueront à faire la lumière sur cette affaire.

Faure Gnassingbé avec les victimes Si à Kara, le président de la république profitant de sa présence dans la région s'est déplacé sur les lieux du sinistre pour parler aux femmes et apaiser les cœurs, à Lomé, il a reçu une délégation des femmes du marché d'Adawolato à la présidence de la république. Une démarche forte appréciée à sa juste valeur par Mme Creppy Dédé, Présidente des femmes du grand marché d'Adawolato. « Ce que le Chef de l'Etat a fait en nous recevant pour nous apaiser

les cœurs est déjà un pas. Cela nous réjouit et les mots prononcés à notre endroit nous réconfortent. Le Président a promis nous venir en aide et nous attendons de voir. Pour l'instant nous ne pouvons que le remercier », a dit la présidente des femmes. Au sein de l'opinion cette démarche du président de la république témoigne de la solidarité que celui-ci a envers ces femmes. Même si certains tentent de récupérer la situation politiquement, ce que critique d'ailleurs, Gery Taama, le président du NET, il ne faut pas perdre de vue que le chef de l'Etat est le premier magistrat et en tant que tel il se devrait de prendre ses responsabilités. L'annonce faite par la cellule de crise dirigée par le premier ministre est toute aussi salutaire. Une telle cellule devrait aller un peu plus vite pour ne pas laisser perdurer la situation. Selon cette cellule, les deux marchés seront reconstruits, des victimes pris en charge psychologiquement, un travail entre les responsables des commerçants est envisagé pour déterminer les conditions dans lesquelles l'Etat devrait venir en aide aux femmes etc...

En tout état de cause, les togolais font confiance à l'enquête ouverte pour démanteler les auteurs et les commanditaires de ces actes odieux et insensés, dont l'objectif est de paralyser et de mettre en ruine l'économie du pays. La loi est faite pour tous et l'a subira qui tentera de l'enfreindre.

La question de sécurité dans le pays

Eu égard à la situation qui prévaut dans le pays, une véritable psychose s'est instaurée au sein de toute l'opinion sans exception. Une question qui revient sur toutes les lèvres, c'est à qui le tour? Puisque jusqu'ici, rien n'est sûr que ces incendies ont pris fin surtout avec ce qui s'est passé à Edjranawoé où les dispositions sécuritaires avaient été déjà prises. Tout ceci doit interpellé les gouvernants, à plus de doigté en matière de sécurité dans le pays. Depuis un temps, l'on a comme l'impression que ce côté de la chose est délaissé. Si dans une société des voleurs peuvent quitter en plein jour pour aller braquer une maison ou une banque pour en faire ce qu'ils veulent sans grande inquiétude, c'est qu'il y a un problème. Les togolais attendent de voir leurs autorités les protéger et il importe que des dispositions sécuritaires soient renforcées. Il n'y a pas longtemps, le Togo était cité parmi les pays les plus sécurisés où l'on pouvait dormir au clair de lune sans être inquiété. Il est temps que les togolais retrouvent cet envie. Et c'est aux dirigeants de prendre leurs responsabilités.

L. M.

Communiqué du Parti UNIR (Union pour la République)

Dans la nuit du 09 au 10 janvier 2013, un incendie a ravagé le marché central de la ville de Kara occasionnant des dégâts matériels importants. Cet événement malheureux a mis dans le désarroi nombre de commerçantes et de commerçants de cette localité, plongeant la ville toute entière dans une grande stupeur.

Le samedi 12 janvier 2013 au petit matin, c'est le tour du grand marché de Lomé d'être dévasté par un sinistre de la même nature que celui de Kara et qui, au regard de son ampleur, a causé d'énormes dégâts matériels.

Devant ces deux événements tragiques, intervenus en l'espace de 3 jours, et qui ont causé des dommages incommensurables à beaucoup de citoyennes et de citoyens, le Parti UNIR tient à exprimer, en même temps que sa vive émotion, sa profonde compassion à toutes les victimes de ce drame.

UNIR encourage le gouvernement dans ses efforts

pour maîtriser la situation et l'exhorte à initier des actions visant à soulager les victimes.

UNIR tient à rappeler que les marchés sont des poumons économiques du pays tout entier et constituent les principales sources de revenus de milliers de togolaises et de togolais.

A cet effet, avec la destruction des deux marchés de Lomé et de Kara, l'on mesure le préjudice causé à l'économie nationale.

En ces temps de crise généralisée où l'on assiste à la relance et à la consolidation de notre économie, cet acte ne peut donc être assimilé qu'à un crime économique de premier plan.

UNIR prend acte des mesures prises par le gouvernement en vue de faire la lumière sur ces malheureux événements et d'en situer les responsabilités. Il l'encourage dans ce sens.

UNIR considère qu'aucune raison, qu'aucun objectif ne saurait justifier actes aussi ignobles que la destruction des moyens de subsistance de nos vaillantes populations, notamment nos braves

femmes.

Par ailleurs, UNIR demande au gouvernement de prendre et de renforcer toutes les dispositions de sécurité nécessaires afin d'épargner au peuple d'autres épreuves de nature à créer la désolation et la psychose dans le pays.

UNIR reste convaincu que ces événements malheureux ne sauraient désunir les togolais pour compromettre la réalisation de ses objectifs de réconciliation, de cohésion et de développement de notre pays.

UNIR estime enfin que ces faits déplorables ne peuvent en aucun cas freiner notre cher pays le Togo dans sa marche irréversible vers plus de démocratie.

UNIR exprime, une fois encor, toute sa compassion et sa solidarité à toutes les victimes et appelle la population au calme, à la lucidité et à la vigilance.

Fait à Lomé, le 12 janvier 2013

Le 1er Vice Président
Georges K. AÏDAM

Lu sur le net !

Rhume & sinusite
Le traitement de la sinusite chronique par sinuplastie par ballonnet



Le traitement de la sinusite chronique par sinuplastie par ballonnet

Une approche chirurgicale récente, la sinuplastie par ballonnet, pourrait dans un avenir proche supplanter l'intervention "classique" réalisée pour traiter les sinusites chroniques localisées.

L'expérience française réalisée auprès d'une cinquantaine de patients s'avère en effet prometteuse, tant du point de vue de son efficacité à traiter la sinusite, que de celui des suites post-opératoires, nettement allégées.

Qu'est-ce qu'une sinusite ?

La sinusite est une infection due à une mauvaise aération des sinus qui favorise la prolifération bactérienne. Elle est dite aiguë lorsqu'elle n'excède pas 12 semaines, puis devient chronique au-delà. Cette forme est évidemment la plus invalidante pour les patients, dont la qualité de vie est altérée par divers symptômes plus ou moins gênants : nez bouché ou qui coule, troubles de l'odorat, maux de tête, sensation de pression faciale... Les médecins en diagnostiquent entre 1,3 million et 2,6 millions par an, mais sa prévalence serait bien supérieure, touchant entre 5 et 15 % de la population française. Le diagnostic de la sinusite repose sur un examen clinique du patient parfois complété par des examens complémentaires tels que l'endoscopie des fosses nasales (qui permet de mettre en évidence d'éventuelles anomalies de leur architecture, de visualiser l'inflammation) ou un scanner : bien que non spécifique, cet examen d'imagerie permet de préciser la localisation de la sinusite, précise le Pr André Coste, ORL et chirurgien cervico-facial au Centre hospitalier intercommunal de Créteil. Le médecin peut alors déterminer si la sinusite est localisée, et requiert un traitement médicamenteux ou chirurgical, ou si elle est diffuse, et nécessite un traitement médicamenteux associé à une prise en charge de la muqueuse. "Ces deux grands types de sinusite s'opposent dans leur physiologie et leur traitement", insiste le Pr Coste.

Les causes de la sinusite

La sinusite localisée peut être due à un foyer infectieux local (une dent infectée par exemple) ou à un dysfonctionnement du système d'aération et de drainage des sinus, d'origine inflammatoire. Les causes de la sinusite diffuse sont quant à elles multiples : il peut s'agir d'allergies, de facteurs environnementaux tels que le tabac, d'infections virales ou bactériennes ou de maladies rares comme la mucoviscidose, indique le spécialiste. "Mais le plus souvent, la cause est idiopathique, c'est-à-dire qu'on ne sait pas la déterminer", ajoute-t-il.

(A suivre)

Action contre la violence SYPAD CULTIVE LA PAIX PAR LE FOOTBALL

Le football, c'est le choix fait par l'association Synergie pour la Paix et le Développement (SYPAD) pour rassembler les jeunes de certains quartiers populaires de Lomé, autour des valeurs de paix et de cohésion sociale. Ainsi pendant 3 jours, du 10 au 12 janvier, les responsables de SYPAD ont mobilisé les jeunes sur les terrains de football d'Akassimé et de Bè Condjindji où, sur chaque terrain un tournoi de football a été joué en toute ambiance paisible pour amener tous les jeunes à se préserver des actes de violence.

Au terrain d'Akassimé, le coup d'envoi du tournoi de football pour la paix a été donné par Adams Jirrey Yannick, Président de SYPAD qui, avant de botter le ballon sur le terrain, a d'abord passé en revue les 2 premières équipes adverses, les exhortant au fair-play et à la non-violence sur le terrain.

Quant à l'initiative même de ce tournoi, Adams Jirrey Yannick, Président de SYPAD, l'a tient de l'objectif qui est pour lui et son association de



Adams Jirrey Yannick, Pdt de SYPAD...



... Saluant les différentes équipes

cultiver la paix dans les quartiers de Lomé. « L'objectif de ce tournoi, c'est pour renforcer la culture de la paix et le développement dans notre pays. Nous avons organisé ce tournoi pour développer cette culture de paix au niveau des jeunes des quartiers de Lomé. Ceci parce que le football est un vecteur de rassemblement de la culture de la non violence, gage de tout développement durable » a-t-il souligné.

Le tournoi sur le terrain d'Akassimé a mobilisé 12 équipes issues des quartiers Nyékonakpoé, Kodjoviakopé, Hanoukopé et Tokoin Séminaire. C'est une compétition dont l'objectif a plu les équipes participantes à la tête desquelles les

responsables n'ont pas caché leur satisfaction. Pour Glokpor Ekué, Président d'ASTOSCHYP club de Hanoukopé, une des équipes participantes, cette initiative de SYPAD est à rééditer et doit couvrir toute l'étendue du territoire. « Je tiens à remercier le Président de SYPAD pour avoir pensé à la jeunesse avec cette initiative pour la non violence et la paix dans notre pays. Il ne faut pas que ce projet s'arrête là. Je les félicite et souhaite qu'ils continuent sur toute l'étendue du territoire, de temps en temps, avant et après même les élections. Grace à AYPAD, nos quartiers à Lomé se sont réunis autour de la paix » a-t-il dit.

Constant M.

CAN-2013 LES EPERVIERS DU TOGO ONT OFFICIELLEMENT REÇU LE DRAPEAU NATIONAL

Le Premier ministre Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu a officiellement remis ce lundi aux Eperviers du Togo qui prendront part à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2013), le drapeau national, a constaté l'Agence Savoir News.

La cérémonie s'est déroulée à la Primature en présence des membres des comités installés par le gouvernement pour une bonne participation de la sélection nationale à cette CAN, prévue du 19 janvier au 10 février en Afrique du Sud.

C'est le vice-capitaine des Eperviers Serge Akakpo qui a reçu des mains de M.Ahoomey-Zunu, le drapeau national, Emmanuel Adébayor - le capitaine - étant absent.

"En l'absence du capitaine Adébayor, je vous remets la drapeau togolais. Prenez soins de lui. Nous vous faisons confiance. Que Dieu vous bénisse", a déclaré le Premier ministre devant les joueurs, tous vêtus de beaux costumes.

"Vous êtes nos ambassadeurs, vous êtes nos représentants. Soyez certains que tout le peuple togolais vous accompagne. A aucun moment, notre soutien et notre accompagnement ne vous manqueront. A aucun moment, aucun besoin que nous pourrions satisfaire, ne restera insatisfait", a promis le chef du gouvernement.

"Nous sommes certains d'une chose : vous mesurez l'enjeu, vous savez les défis, vous êtes dans le groupe le plus relevé. Mais c'est plutôt une bonne chose, parce que si vous réussissez à



Serge Gakpé, recevant le drapeau des mains du PM

notre avis à passer ce groupe, les portes vous seront largement ouvertes. Nous pouvons vous assurer que le gouvernement et le peuple togolais dans toutes ses structures et ses composantes resteront mobilisés jusqu'à la fin de cette compétition", a ajouté M.Ahoomey-Zunu.

Serge Akakpo a pour sa part, remercié le Premier ministre pour le soutien du gouvernement : "le soutien que vous nous avez apportés a été vraiment très grand. On fera le maximum. Et notre objectif, c'est de passer le premier tour. Je pense que main dans la main, on y arrivera".

Les Eperviers quitteront Lomé mardi pour l'Afrique du Sud.

Rappelons que pour cette CAN, le Togo est logé dans le groupe B (le plus relevé) aux côtés de la Côte d'Ivoire, la Tunisie et l'Algérie.

savoinews



Section I. Avis d'Appel d'offres

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)

**POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES SITES DE TOGO TELECOM
FINANCEMENT : FONDS PROPRES
Appel d'Offres National N°0001/2013/TGT/DG/DML/PRMP**

Date de lancement de l'avis : **11 janvier 2013**

La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des **travaux d'aménagement des sites de TOGO TELECOM**.

1. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres Ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

2. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations ou adresser des correspondances à l'attention de :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés à TOGO TELECOM,
Ville : LOME

Boîte postale : 333 Pays : TOGO

Numéro de téléphone : +228. 22 21 44 01, 22 34 13 69

Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73

Adresse électronique : mbanezi@togotelecom.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous tous les jours ouvrables de **07 h à 11h30 et de 15h à 17h00**.

3. Les exigences en matière de qualifications sont :

- o Les conditions légales de l'entreprise ;
- o La situation financière de l'entreprise ;
- o L'expérience de l'entreprise
- o La disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel de l'entreprise ;
- o La disponibilité du matériel requis pour l'exécution des travaux.

Voir les données particulières de l'appel d'offres (DPAO) pour les informations détaillées.

4. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement¹ d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Direction Générale de TOGO TELECOM

Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté

BP : 333 Lomé – Togo

Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01

Télex : 5245 TG

Fax : (228) 22 21 03 73

E-mail : spdqgt@togotel.net.tg / contact@togotelecom.tg

Site Web : www.togotelecom.tg

5. Le paiement du coût du dossier sera par chèque ou en espèces.

6. Les offres devront être soumises au plus tard le **mercredi 13 février 2013 à 09 heures 00mn T.U.** à la Direction Générale de TOGO TELECOM au Secrétariat Administratif (Direction des Ressources Humaines), **Porte N° 12**, au rez-de-chaussée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

7. L'ensemble des travaux est reparti en vingt un (21) lots. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, conformément au tableau ci-après :

REPARTITION DES LOTS	GARANTIE DE SOUMISSION
LOT 1 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécoms Dapaong	390 000 FCFA
LOT 2 : Travaux de rénovation des locaux techniques de Mango	840 000 FCFA
LOT 3 : Travaux de rénovation des Bâtiments SRTK, SCK, SEK et Espace télécom Kara	1 275 000 FCFA
LOT 4 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et FH Sokodé	900 000 FCFA
LOT 5 : Travaux de rénovation des bâtiments SRT et Espace télécom Atakpamé	480 000 FCFA
LOT 6 : Travaux de rénovation du centre distant et Espace télécom de Kpalimé	420 000 FCFA
LOT 7 : Travaux de rénovation du bâtiment SRT Tsévié	135 000 FCFA
LOT 8 : Travaux de rénovation du bâtiment centre distant Aného	510 000 FCFA
LOT 9 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NIAMTOUGOU	150 000 FCFA
LOT 10 : Travaux de rénovation des locaux techniques de SOTOUBOUA COM	150 000 FCFA
LOT 11 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BASSAR	150 000 FCFA
LOT 12 : Travaux de rénovation des locaux techniques de GLEI	250 000 FCFA
LOT 13 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BLITTA	250 000 FCFA
LOT 14 : Travaux de rénovation des locaux techniques de LANGABOU	250 000 FCFA
LOT 15 : Travaux de rénovation des locaux techniques de KANTE	250 000 FCFA
LOT 16 : Travaux de rénovation des locaux techniques de NOTSE	250 000 FCFA
LOT 17 : Travaux de rénovation des locaux techniques de BAFILO	250 000 FCFA
LOT 18 : Travaux de rénovation des locaux techniques de PYA	250 000 FCFA
LOT 19 : Travaux de rénovation des locaux techniques de CINKASSE	300 000 FCFA
LOT 20 : Travaux de rénovation des locaux techniques de ANIE	300 000 FCFA
LOT 21 : Travaux de rénovation des locaux techniques du FH KARA	450 000 FCFA

Un candidat peut soumissionner pour tous les lots mais il ne peut être attributaire que de deux (02) lots au maximum.

8. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant et qui satisfait aux conditions de qualification requises.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre vingt dix jours (90) à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO. La garantie de soumission reste valable vingt huit (28) jours après l'expiration de la garantie de l'offre.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **mercredi 13 février 2013 à 09 heures 30mn T.U.** dans la salle de réunion de la Direction Générale de TOGO TELECOM au rez-de-chaussée.

Le Directeur Général,

Pétchétibadi BIKASSAM

¹ Le prix demandé doit être **un juste prix** c'est-à-dire destiné à rembourser l'Autorité contractante du coût d'impression du DAO, du courrier et d'acheminement du dossier d'Appel d'offres. Les niveaux de prix ne doivent pas dissuader les candidats de participer à la procédure de mise en concurrence.

Mali:

LES CONTINGENTS AFRICAINS EN ORDRE DE MARCHÉ

Les officiers supérieurs africains en charge du commandement de la force sous mandat de l'ONU étaient attendus à Bamako dimanche pour planifier la reconquête terrestre du nord du Mali avec les différents bataillons des pays engagés. Le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal, le Bénin, le Togo participent, sous commandement du Nigeria.

•Niger : 500 hommes prêts au départ Cela fait plusieurs semaines que le bataillon nigérien composé de 500 hommes attend le feu vert de l'Assemblée nationale pour entrer en action. Prépositionnés non loin de la frontière malienne, ils ont subi pendant plusieurs mois des entraînements intensifs par des forces spéciales occidentales.

Leur départ du Niger est imminent, assure-t-on. Le président Mahamadou Issoufou vient d'ailleurs de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée nationale concernant le nord du Mali. Préparé à toute éventualité, l'état-major général des forces armées nigériennes a rassemblé plusieurs milliers de soldats le long de la frontière avec le Mali. Un important

dispositif de sécurité quadrille également les montagnes de l'Air pour éviter que, dans leur fuite, les islamistes ne sanctuarisent ces lieux. Un autre bataillon prêt à foncer au nord du Mali est celui du colonel malien Gamou. Les 500 soldats maliens réfugiés avec armes et bagages au Niger sont déjà prêts. Tous les permissionnaires ont d'ailleurs été rappelés pour la circonstance.

Sur le tarmac de Niamey, des avions militaires en provenance du Nigeria sont attendus. Aux côtés des drones français, des hélicoptères nigériens MI-21 et bien d'autres, dit-on, participeront par air à la libération du nord du Mali.

•Le Bénin, dans un bataillon conjoint avec le Togo Déjà présentes en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire, les forces armées béninoises s'engagent sur le théâtre malien dans un bataillon conjoint avec le Togo. Selon le contre-amiral Denis Gbessemehlan, chef d'état-major général, le Bénin va déployer une compagnie d'infanterie motorisée, des policiers et des gendarmes. Les forces

de ce bataillon bénino-togolais se retrouvent chacune de son côté en camp de cohésion, un ultime rassemblement de contrôle matériel et technique avant le déploiement.

La présence des forces françaises aux côtés de l'armée malienne a accéléré les choses auprès des autorités de Cotonou. Après son appel à Québec en direction de l'Otan et de toute la famille francophone, le président béninois Boni Yayi, dans un courrier adressé à son homologue français ce dimanche, se félicite du rôle de leadership qu'exerce la France en engageant ses troupes, conformément à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

•Le Sénégal apporte son aide Le Sénégal a également annoncé qu'il allait déployer un bataillon de 500 hommes au Mali.

•Le Tchad dans l'attente d'une sollicitation officielle La position de la diplomatie tchadienne n'a pas évolué. Jusqu'à ce dimanche soir, aucune sollicitation officielle n'a été reçue par Ndjamen pour envoyer des troupes au Mali. Le ministre des Affaires étrangères,

Moussa Faki Mahamat, précise cependant que le Tchad soutient l'action de l'armée malienne, des pays membres de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), et de la France pour retrouver l'intégrité territoriale du Mali. « Nous avons reçu, comme les autres pays africains, l'appel de l'Union africaine, mais il n'y a pas de sollicitation spécifique », ajoute le ministre.

Selon des sources militaires, Paris a informé Ndjamen avant l'intervention de ses forces au Mali. Les Tchadiens ont répondu que l'aéroport de la capitale, habituellement utilisé par l'armée française, reste disponible sans restrictions pour les opérations de l'armée française, qui a légèrement augmenté sa flotte, selon la même source.

Depuis vendredi, le président tchadien Idriss Déby a reçu de nombreux coups de fil de ses homologues de la sous-région. Mais comme il l'a indiqué depuis le début, le Tchad attend une sollicitation officielle de la Cédéao avant de décider d'envoyer ou non ses troupes.

Exclusivité RFI:

LE RÉCIT DU RAID AÉRIEN FRANÇAIS À GAO, AU MALI



Ravitaillement d'un avion de chasse «Mirage» en plein vol.

L'opération militaire de l'armée française en soutien aux forces maliennes contre les islamistes qui tiennent le nord du pays en est à son troisième jour. Dimanche 13 janvier, pour la première fois, c'est le nord du Mali, fief des jihadistes, qui a été visé par l'aviation française, à Gao et dans la région de Kidal. Dans le même temps, la Grande-Bretagne a concrétisé sa promesse d'aide logistique à la France dans son opération militaire au Mali.

Les frappes aériennes visant les infrastructures des jihadistes à Gao resteront comme le premier raid au Mali mené depuis le

territoire français.

Les quatre Rafale ont décollé de Saint-Dizier, dans l'est de la France, la base-mère des Rafale, pour une mission de huit heures et demie. Sous leurs ailes, des bombes de précision de 250 kilos. Les objectifs visés étaient des camps d'entraînement, des infrastructures, des dépôts de carburants. Au total, une vingtaine de bombes ont été larguées.

Les avions, accompagnés de leurs ravitailleurs, ont mis le cap vers Ndjamen, renforçant le dispositif français qui compte à présent douze avions de combat et cinq citernes volantes. La mission aura

nécessité toute une série de ravitaillements en vol.

Avant de frapper leurs cibles dans la région de Gao, les Rafale ont survolé le Maroc et une partie de la Mauritanie. La ligne droite par l'Algérie aurait été un peu plus courte, mais la question du survol du territoire algérien par des avions armés est toujours une affaire délicate d'un point de vue diplomatique.

« Des raids en permanence » Pour la seule journée de dimanche, l'armée de l'Air française a effectué une douzaine de missions de guerre. D'autres raids sont prévus cette nuit. Comme durant les opérations en Libye, des avions ravitailleurs américains, basés en Afrique de l'Ouest, pourraient venir soutenir l'armée de l'Air française.

Selon l'AFP, les avions français ont opéré des frappes dans la région de Kidal dans la soirée, « plus précisément à Aghabo » à 50 kilomètres de la ville, selon une source de sécurité régionale. Cette zone est une des bases d'Ansar Dine. « Il y a des raids en permanence. Il y en a en ce moment, il y en a eu cette nuit, il y en aura demain », a expliqué le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

MÉGA FINANCEMENT POUR LE PORT DE LOMÉ

La Société financière internationale (SFI, Groupe Banque mondiale), a annoncé la concrétisation d'un financement de 225 millions d'euros en faveur de « Lomé Container Terminal » (LCT). La SFI a mobilisé un consortium de bailleurs de fonds composé de la Banque africaine de développement (BAD), la DEG - Deutsche Investitions - und Entwicklungsgesellschaft mbH - allemande, de la FMO néerlandaise, du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et de la PROPARGO française.

La LCT utilisera ces fonds pour développer un nouveau terminal de transbordement de conteneurs dans le port de Lomé.

C'est le projet d'investissement privé le plus important jamais réalisé au Togo ; il jouera un rôle fondamental pour réduire les coûts et les obstacles aux échanges et stimuler l'intégration régionale.

Lomé dispose de l'un des rares ports naturels en eau profonde d'Afrique de l'Ouest et centrale et sa position lui permettra de tenir lieu de plateforme de transbordement pour l'Afrique de l'Ouest. Une fois achevé, la capacité de manutention annuelle du terminal atteindra l'équivalent de 2,2 millions de conteneurs de vingt pieds. Cette plateforme permettra aux compagnies maritimes de déployer leurs plus grands porte-conteneurs en Afrique de l'Ouest et centrale. Elle permettra également de réaliser des économies d'échelle qui réduiront dans une large mesure les frais de transport au niveau régional.

La LCT est détenue à 50/50 par Global Terminal Limited (GTL) et China Merchants Holdings (CMHI). La Mediterranean Shipping Company (MSC), la deuxième plus grande compagnie maritime du monde, s'est engagée à être le principal client du terminal.

« Les infrastructures constituent à l'heure actuelle l'un des plus grands obstacles à la poursuite du développement de l'Afrique, et le terminal à conteneurs de Lomé est la preuve que les investissements privés apportent une contribution essentielle au développement des infrastructures sur le continent », a indiqué Bernie Sheahan, vice-président par intérim pour les régions Amérique latine et Caraïbes, Afrique subsaharienne et Europe occidentale de la SFI.

Le coût total du projet est estimé à 324 millions d'euros. Il s'agit de l'investissement direct étranger le plus important jamais réalisé par le secteur privé au Togo.



L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM nomade

Où je veux, quand je veux!



FACTURATION AU VOLUME			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
128Mo	590 F CFA	3j	2,8 Mbps HELIM Nomade Or
256Mo	1 180 F CFA	5j	
1Go	4 720 F CFA	15j	
3Go	14 160 F CFA	20j	
5Go	23 600 F CFA	30j	



FACTURATION AU FORFAIT

Pour les débits de connexion de 300Kb/s ou 614Kb/s

FACTURATION AU FORFAIT			
FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ	VITESSE MAXIMALE
illimité	15 390 F CFA	30j	614 Kb/s HELIM Nomade Argent
illimité	11 800 F CFA	30j	307 Kb/s HELIM Nomade Bronze

Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION

PRIX TTC

1H

360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée



FACTURATION À LA DURÉE

Pour des débits de connexion jusqu'à 300 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg